

## Communiqué de Presse

### Réaction des Avocats de l'Association Entraide et Solidarité AF447

#### Vol Rio-Paris : Gare au crash judiciaire !

C'est avec stupeur, indignation et une indicible déception que l'Association Entraide et Solidarité AF447 (E&S AF447) et les familles des victimes du crash Rio-Paris ont pris connaissance du Réquisitoire Définitif du Procureur de la République du TGI de Paris qui sollicite le renvoi d'Air France devant le Tribunal Correctionnel et un non-lieu au profit d'Airbus.

L'Association E&S AF447 ne s'explique pas les raisons pour lesquelles le Parquet de Paris a décidé de passer sous silence les attermoissements d'Airbus, ses négligences et ses fautes sous couvert d'une certification de son appareil et d'une validation de ses décisions par les autorités de l'aviation civile.

Comment comprendre que le Parquet de Paris privilégie un rapport d'expertise à un autre en excluant toute responsabilité d'Airbus

De telles réquisitions de non-lieu constituent un message d'impunité adressé aux constructeurs qui ne saurait être toléré.

L'Association E&S AF447 entend rappeler avec fermeté qu'elle n'acceptera pas une telle situation et ce d'autant plus qu'il ne saurait être occulté que l'élément déclencheur de cette catastrophe n'est autre que le givrage des sondes Pitot qui équipaient l'appareil, que ce phénomène était connu du constructeur et ce d'autant plus que ce type d'incident de givrage avait connu une augmentation considérable au cours de l'année 2008, augmentation sur laquelle la justice n'a jamais effectué d'investigations malgré les différentes demandes des parties civiles, qu'Airbus a consciemment sous-évalué ce risque sous couvert d'un entraînement qui n'existait pas à l'époque de l'accident et d'une procédure qui n'était pas appliquée par les équipages confrontés à cette difficulté par incompréhension de la situation.

Comment concilier ces réquisitions de non-lieu avec l'arrêt des incidents de givrage après le changement exigé en août 2009 des sondes qui équipaient alors les appareils au moment de la catastrophe ?

Il appartenait à Airbus en tant que constructeur d'appréhender ces difficultés et d'y remédier en informant les opérateurs et en adoptant les décisions techniques adéquates !

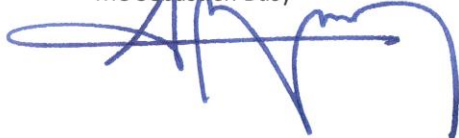
Un constructeur n'est pas simplement un industriel. Il endosse la responsabilité de la sécurité de ses appareils et est tenu à une obligation positive de vigilance qui va au-delà des autorisations administratives.

Hélas, tel n'a pas été le cas avec les conséquences dramatiques qui ont endeuillées tant de familles.

L'Association E&S AF447 et les familles de victimes refusent d'envisager un procès duquel serait absent Airbus et qui les priverait d'un débat judiciaire complet et exhaustif dans lequel chacun des acteurs de cette catastrophe pourraient alors s'expliquer en laissant à un Tribunal l'appréciation des fautes et de la culpabilité.

L'Association et les familles des victimes attendent maintenant la décision des juges d'instruction qu'elles examineront avec la plus grande rigueur et indiquent, dès à présent, qu'elles n'accepteront pas un demi-procès, une demi-vérité et la consécration d'un crash judiciaire.

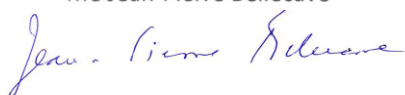
Me Sébastien Busy



Me Alain Jakubowicz



Me Jean-Pierre Bellecave



Me Alexandre Plantevin

